

Il est permis de reproduire, de distribuer et de transmettre cet article, à condition d'indiquer l'auteur (ou les auteurs) ainsi que Education Canada, Vol. 49 (4) et d'inclure un lien à l'Association canadienne d'éducation (www.cea-ace.ca) 2010. Vous ne pouvez utiliser cet ouvrage à des fins commerciales, ou encore altérer, transformer ou étoffer ce travail. Publication ISSN 0013-1253.

Compter pour zéro

Vers la fin de la dernière année scolaire, les pratiques d'évaluation dans les écoles secondaires canadiennes ont captivé les médias, d'un océan à l'autre. À la suite des articles publiés, des enseignants, des élèves et des parents ont réagi. La polémique portait sur la possibilité d'éliminer la pratique ancestrale qui consiste à accorder un zéro pour des travaux en retard.

Le groupe qui se fait le plus entendre préfère maintenir le zéro pour éviter les bouleversements administratifs et le manque de développement qui résulterait de son élimination. Ainsi, depuis mai, près de six mille personnes ont signé la pétition en ligne¹ d'une enseignante d'Ottawa contre les nouvelles pratiques d'évaluation suggérées dans un document de discussion provincial.² S'il n'est pas possible d'attribuer un zéro pour des travaux incomplets, les signataires craignent que les élèves :

- ne puissent apprendre d'importantes leçons de vie (p. ex. le respect d'échéances, la gestion du temps, le travail bien fait, la responsabilité personnelle);
- aient du mal à fonctionner à l'université ou sur le marché du travail;
- croient qu'ils peuvent profiter de l'école sans contrepartie;
- ne soient pas suffisamment motivés;
- n'apprennent jamais de leurs erreurs.

D'autres estiment que la prolifération de politiques « sans zéro » causeront un « nivellement par le bas » de l'éducation, pénaliseront injustement les élèves qui remettent leurs travaux à temps, mineront encore l'autonomie professionnelle des enseignants et augmenteront leur charge de travail déjà lourde.³

Une foule d'élèves ont aussi manifesté leur désaccord. L'une d'elles – une élève de 11^e année du Nouveau-Brunswick – dénote le sens culturel que recèle encore le zéro dans les écoles, concluant que de telles politiques ne ferait que gratifier les élèves « paresseux... apathiques... irresponsables » qui ne remettent pas leurs travaux à temps.⁴

Les tenants de l'opinion contraire soutiennent que les pratiques d'évaluation punitives – en particulier celles qui infligent des conséquences pour un comportement plutôt que pour l'apprentissage – n'ont plus leur place à l'école secondaire. Comme le souligne Douglas Reeves, les politiques « pas de travail, pas de note » ne motivent pas les élèves et, la plupart du temps, ils contribuent au désengagement scolaire.⁵ Elles sont aussi contraires aux montagnes de preuves indiquant qu'une croissance opportune et personnalisée axée sur les commentaires est essentielle à l'apprentissage et à la réussite des élèves.

Comme tant d'autres débats en éducation, l'avenir du zéro se trouve dans la balance entre le maintien du statu quo et la création d'environnements d'apprentissage plus efficaces. Les partisans de chacune des deux positions omettent toutefois des points cruciaux.

L'intégrité du débat dépend du fait que l'on ne tienne pas compte d'importantes différences entre les élèves. En théorie, tout élève peut obtenir un zéro pour un travail incomplet, mais ce n'est pas le cas de la majorité d'entre eux. Le zéro, comme beaucoup de pratiques d'évaluation, fonctionne comme un mécanisme de tri, accentuant souvent le risque pour les élèves les plus à risque. L'impact punitif du zéro est amplifié lorsqu'il est intégré aux moyennes de fin d'étape, annulant toute preuve d'apprentissage ou de la qualité du travail qui a été remis à temps.

Le débat tient aussi pour acquis que tous les travaux sont d'égale valeur. Même les tenants les plus convaincus des politiques « sans zéro » soutiennent que la conséquence d'un travail incomplet devrait être d'obliger qu'il soit effectué au complet, plutôt que d'attribuer un zéro. C'est difficile à avaler pour les élèves, qui peuvent demander aux éducateurs pourquoi ils devraient faire un travail qui, de prime abord, n'en valait pas la peine selon eux. Un silence inconfortable suit souvent les questions posées au sujet de la nature des travaux au secondaire. Sont-ils pertinents, stimulants, engageants? Les élèves ont-ils un choix et une voix dans leur

création? Procurent-ils aux jeunes la possibilité de mieux se connaître en tant qu'apprenants?

Des commentaires anecdotiques encourageants proviennent d'écoles ayant instauré des politiques « sans zéro » dans leurs stratégies de soutien des élèves (p. ex. programmes avant ou après l'école, dates d'échéances souples pour les élèves qui tentent d'équilibrer l'école avec d'autres responsabilités). Il est juste de demander ce qui mène à ces résultats : est-ce l'élimination du zéro ou les relations de souplesse et de soutien engendrées entre les élèves et les enseignants lorsque le zéro disparaît?

Nous acceptons toujours l'hypothèse selon laquelle les pratiques de pédagogie et d'évaluation, même lorsqu'elles ne sont pas également efficaces, peuvent convenir plus ou moins, selon les cas particuliers. Compte tenu de ce que nous savons à propos de l'apprentissage et de l'engagement des élèves, ainsi que du développement social, émotionnel et intellectuel des jeunes, ce n'est peut-être pas le cas du zéro. Des problèmes pratiques légitimes pourraient se manifester en son absence, mais le zéro a fait son temps s'il donne une « leçon » aux jeunes sans les porter à s'engager dans des apprentissages ayant du sens. |

JODENE DUNLEAVY, est la coordonnatrice nationale de l'initiative *Qu'as-tu fait à l'école aujourd'hui?* Elle a travaillé aux niveaux du ministère et du district scolaire en tant que conseillère des politiques, auteure pigiste pour l'ACE ainsi que dans le secteur de l'éducation en Ontario et en Nouvelle-Écosse. Elle se spécialise dans les domaines suivants: théorie et recherche en éducation sur l'efficacité des conseils scolaires et du perfectionnement de l'école; développement des politiques basées sur l'évidence.

Notes

- 1 Caroline Orchard. Pétition « Re-examine the Evaluation Policy » à <http://www.ipetitions.com/petition/evaluation/signatures-1.html> et Joanne Laucius, « Teacher Begins Petition to Change No-fail Policy », *The Ottawa Citizen*, 1er mai 2009.
- 2 Ministère de l'Éducation de l'Ontario, *Faire croître le succès - évaluation et communication du rendement : amélioration de l'apprentissage des élèves* (Toronto: Imprimeur de la Reine, 2008). Disponible à <http://www.edu.gov.on.ca/fre/teachers/studentssuccess/apprentissage.pdf>
- 3 Commentaires affichés en réponse à Orchard et Laucius, 2009 et commentaires affichés en réponse à Janet Staffenhagen, « No Zeros for Students Writing Tests or Assignments », *Report Card: An Indepth Look at the B.C. Education System* (<http://communities.canada.com/vancouverun/blogs/reportcard/archive/2009/05/11/no-zeros-for-students-writing-tests-or-assignments.aspx>)
- 4 Carolyne LaBelle. « Work Ethic the Cost of No-zero Policy? » sur [CanadaEast.com](http://thisweek.canadaeast.com/rss/article/636433), 16 avril 2009 (<http://thisweek.canadaeast.com/rss/article/636433>)
- 5 Douglas B. Reeves. « Leading to Change/Effective Grading Practices », *Educational Leadership* 65, no 5 (2008): 85-87.